

ILS SE SONT RASSEMBLÉS DEVANT LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ

Les anesthésistes exigent un statut

Les anesthésistes en grève illimitée depuis le 7 juin dernier ont observé, hier, un sit-in devant le ministère de la Santé. Ils réclament la promulgation de leur statut et un cadre juridique dans l'exercice de leurs fonctions.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) -Le secteur de la santé reste toujours agité. Les anesthésistes continuent de paralyser les blocs opératoires et un grand nombre d'interventions chirurgicales programmées sont reportées.

Le Collectif des auxiliaires médicaux anesthésistes d'Algérie a engagé le 7 juin dernier un mouvement de protestation pour exiger une meilleure reconnaissance de leur formation. Face au silence des pouvoirs publics, les grévistes ont

tenu, hier, un rassemblement devant le ministère de la Santé, pour réclamer la promulgation de leur statut signé le 30 juin dernier.

M. Mekkid, porte-parole du collectif, a expliqué que le statut des anesthésistes a été négocié et finalisé depuis le 21 mars dernier. «Le ministère de tutelle nous a rassuré que notre statut sera promulgué avant le 30 juin, or tous les statuts des travailleurs du secteur sont promulgués sauf le nôtre», dénonce le représentant des anesthésistes.

Les anesthésistes exigent une protection juridique et un statut qui définissent clairement leurs droits et leurs devoirs dans l'exercice de leurs fonctions.

Les auxiliaires médicaux anesthésistes et réanimateurs dénoncent le fait que la loi ne leur permet pas d'exercer des gestes médicaux, alors que dans la pratique, ce sont eux qui effectuent chaque jour ces gestes, diront-ils. Une responsabilité qu'ils ne veulent, désormais, plus assumer dans le cadre actuel.

«Nous sommes exposés aux



Les grévistes déterminés à faire aboutir leurs revendications.

poursuites judiciaires en cas d'erreur sans aucune protection juridique. Nous sommes hors la loi car nous n'avons pas le droit d'exercer un geste médical mais dans les services, on fait appel à nous en raison de manque de médecins spécialistes en anesthésie réanimation», soulignent-ils.

Selon M. Mekkid, sur les 240 hôpitaux que compte le pays,

seuls 40 disposent de médecins anesthésistes spécialisés. Les contestataires réclament également la création d'instituts en anesthésie, une formation Bac+5 au lieu de trois ans actuellement qu'ils jugent insuffisant et leur intégration dans la catégorie 13 au lieu de la 11.

Le Collectif des auxiliaires médicaux dénonce la dernière décision de la tutelle donnant la

possibilité aux infirmiers de passer au rang d'anesthésiste après avoir suivi deux ans de formation.

Les grévistes, qui n'assurent que le service minimum, sont déterminés à faire aboutir leurs revendications. Ils menacent d'engager d'autres actions de protestation si la tutelle continue de les ignorer.

S. A.

PROCÈS DE L'AFFAIRE DES 150 TOMBES PROFANÉES À EL TARF 18 mois de prison ferme contre les trois accusés

L'affaire de la profanation des 150 tombes du cimetière de chouhada, dans la commune de Besbes, wilaya d'El Tarf, a été jugée hier au tribunal de Dréan.

Les trois accusés ont, au terme d'un procès qui n'a duré que deux heures, écopé chacun de 18 mois de prison ferme et 20 000 dinars d'amende alors que la partie civile, en l'occurrence le bureau de wilaya des enfants de chouhada, a reçu un dinar symbolique.

Le ministère public a requis contre les trois personnes inculpées 2 ans de prison ferme.

Par ailleurs, les trois accusés ont plaidé non coupables et nié les faits qui leur sont reprochés.

Daoud Allam

SECTION SYNDICALE DE HASSI-R'MEL

Le collectif des travailleurs prend les rênes

Les représentants du collectif des travailleurs de la Sonatrach de Hassi-R'mel ont réussi à se faire élire au bureau de la section syndicale UGTA. Un plan d'action devrait être adopté, aujourd'hui, lors d'une assemblée générale.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Les animateurs du collectif des travailleurs de la Sonatrach de Hassi-R'mel ont réussi un très beau coup. Après avoir mené la protestation dans une grande partie des unités de production dans les régions du Sud, ils ont réussi à se faire élire au sein du bureau de la section syndicale UGTA (Union générale des tra-

vailleurs algériens) de Hassi-R'mel. A défaut de créer un syndicat autonome — le projet avait été annoncé à plusieurs reprises — les représentants des pétroliers entendent s'imposer au sommet de la structure existante.

Une situation qui n'a pas été du goût des responsables de l'Union locale UGTA Hassi-R'mel.

En effet, il semblerait que ces derniers aient décidé de «temporiser» avant de délivrer le procès-verbal d'installation du bureau de la section syndicale. Ce n'est qu'hier que cette formalité a finalement été accomplie.

Les membres du bureau ont décidé de passer immédiatement à l'action pour défendre les droits des travailleurs. Une nou-

velle dynamique — au sein du bureau de la section — qui coïncide avec l'annonce, par la direction générale de la Sonatrach, de l'octroi de la prime d'intéressement au titre de l'exercice 2010-2011. Une prime jugée très en-deçà des attentes qui a provoqué l'ire des travailleurs.

Notons que la section syndicale de Hassi-R'mel se réunira aujourd'hui en assemblée générale afin d'arrêter un plan d'action. Hassi-R'mel étant le fer de lance du mouvement de revendications au sein de la Sonatrach, cette rencontre sera suivie de très près par les travailleurs des autres unités de production du sud du pays.

T. H.

LES 17 MARINS DU BLIDA TOUJOURS OTAGES EN SOMALIE

Les familles perdent patience

Pour les familles des 17 marins algériens retenus en otages au large de la Somalie, la patience a des limites. «Nous craignons que nos enfants soient abandonnés par les autorités algériennes», ont-elles clamé.

Les familles des 17 marins algériens otages des pirates somaliens depuis le 1^{er} janvier de l'année en cours ont été reçues hier par le secrétaire général du ministère des Transports.

«Nous n'avons eu droit à aucune information valable,



Les otages vivent dans des conditions déplorables.

apparemment les négociations suivent toujours leur cours. Nous avons entendu parler de leur éventuelle libération vers la fin de ce mois de juillet et c'est pour cela que nous sommes venues voir le ministre pour confirmer cette nouvelle. Mais le SG qui nous a reçues ne nous a pas donné de garantie», indiquent les familles des 17 marins, interrogées hier à leur sortie du ministère des Transports.

Des épouses, des mères et des enfants n'ont pas caché hier leur inquiétude de voir leurs proches passer le mois de Ramadan aux mains de leurs

ravisseurs. «Dans notre conversation téléphonique le samedi 9 juillet avec nos enfants otages, ils affirment qu'ils vivent dans des conditions lamentables, tous rassemblés dans une petite chambre dont l'hygiène reste à désirer, alors que la nourriture à laquelle ils ont droit est infecte et l'eau imbuvable», ont-elles ajouté.

Les familles des 17 marins algériens otages en Somalie se disent n'avoir plus de patience et que si d'ici dimanche prochain aucune nouvelle n'est donnée, un rassemblement sera tenu devant le siège du ministère des Transports.

M. M.